



Identifiant juridique : BOI-LETTRE-000242
Date de publication BOI : 30/12/2020

Attestation individuelle relative à l'utilisation d'un logiciel de caisse sécurisé

Volet 1 : Partie à remplir par l'éditeur ou intégrateur du logiciel de caisse

Je soussigné, DASILVA Dax, représentant légal de la société LIGHTSPEED POS BELGIUM B.V., éditeur du logiciel de caisse LIGHTSPEED RESTAURANT L-SERIES, atteste que les fonctionnalités de caisse de ce logiciel, mis sur le marché à compter du 30 octobre 2018, dans sa version n° 7, iOS, catégorie B (French Fiscal) satisfont aux conditions d'inaltérabilité, de sécurisation, de conservation et d'archivage des données en vue du contrôle de l'administration fiscale, prévues au 3° bis du I de l'article 286 du code général des impôts.

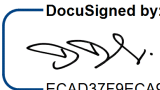
J'atteste que la dernière version majeure de ce logiciel ou système est identifiée avec la racine suivante : 7 et que les versions mineures développées ultérieurement à cette version majeure sont ou seront identifiées par les subdivisions suivantes de cette racine : 7.x. Je m'engage à ce que ces subdivisions ne soient utilisées par LIGHTSPEED POS BELGIUM B.V. que pour l'identification des versions mineures ultérieures, à l'exclusion de toute version majeure. Les versions majeures et mineures du logiciel ou système s'entendent au sens du III-A § 340 du BOI-TVA-DECLA-30-10-30.

Le périmètre couvert par cette attestation concerne les fonctionnalités suivantes : système de caisse.

Les fonctionnalités suivantes ne sont pas couvertes par cette attestation : n/a.

Fait à Gand,

Le 2 février 2021,

Signature : 
Dax Dasilva

Il est rappelé que l'établissement d'une fausse attestation est un délit pénal passible de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende (code pénal, art. 441-1). L'usage d'une fausse attestation est passible des mêmes peines.

Volet 2 : Partie à remplir par l'entreprise qui utilise le logiciel de caisse

Je soussigné, _____ (*nom et prénom*), représentant
légal de la société _____ (*dénomination sociale*),
certifie avoir acquis ou téléchargé le _____ (*date*), auprès de
LIGHTSPEED POS, le logiciel de caisse mentionné au volet 1 de cette attestation.

J'atteste utiliser ce logiciel de caisse pour enregistrer les règlements de mes clients particuliers,
conformément à la réglementation fiscale en vigueur, depuis le
_____ (*date*).

Fait à _____ (*ville*),

Le _____ (*date*),

Signature du représentant légal :

Il est rappelé que l'établissement d'une fausse attestation est un délit pénal passible de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende (code pénal, art. 441-1). L'usage d'une fausse attestation est passible des mêmes peines.

Les volets 1 et 2 de cette attestation doivent être présentés à l'administration fiscale en cas de contrôle. Elle n'a de valeur que si son volet 2 est dûment complété et signé par l'entreprise utilisatrice du logiciel / système.